

Printemps arabe est-il le terme le plus adéquat pour qualifier les bouleversements en cours dans le monde arabe? En effet, cela supposerait que les causes et les contextes de ces bouleversements sont identiques de Rabat à Mascate en passant par Tripoli et Manama. Selon le spécialiste du monde arabe Baudouin Dupret, interviewé longuement dans ce dossier, la réponse serait négative dans la mesure où toute une série d'éléments nous amène à penser que les situations sont très différentes entre pays, régimes politiques et positions géostratégiques. Selon lui, c'est surtout dans sa dimension médiatique que ce printemps arabe présente une transversalité. Il est indéniable que l'influence de la télévision panarabe Al-Jazira a eu un effet de répercussion, initialement pour ce qui s'est produit en Tunisie et ensuite dans l'ensemble du monde arabe. On le verra dans un article de ce dossier qui lui est consacré, Al-Jazira a été davantage qu'un simple média par rapport à ces événements. Cette chaîne de télévision s'est en effet comportée comme un véritable acteur, non d'ailleurs sans ambiguïté si l'on compare les méthodes d'information utilisées entre les différents pays de la région touchés par plus ou moins de tension politique. Si l'impression d'un « effet domino » s'explique surtout par cette couverture médiatique, il traduit néanmoins une réalité aussi exceptionnelle qu'inattendue.

Au registre des différences de contextes, force est de constater que — pour l'instant (précaution bien nécessaire dès lors que le déroulement de ces événements aura eu et aura encore son lot de surprises) — les régimes qui sont « tombés », ou qui seraient sur le point de l'être (à l'heure où ces lignes sont écrites, le sort de la Libye, ou encore du Yémen, reste incertain), sont de vagues régimes « républicains » ou en tout cas non monarchiques. Certes l'émirat de Bahreïn connaît une contestation qui n'est d'ailleurs pas nouvelle et qui est liée à l'aspect confessionnel particulier (une majorité de chiites gouvernée par une dynastie sunnite) de cette presqu'île. En attendant, tandis que les monarchies du Golfe sont — encore — relativement calmes, la relative jeunesse des souverains marocain et jordanien ainsi que leur sens du compromis (lire dans ce dossier, concernant la Jordanie, l'article très fouillé de Vincent Legrand) semblent pour l'instant préserver leurs régimes d'une déstabilisation majeure. Le discours de Mohammed VI annonçant une évolution du régime marocain vers des prémises de monarchie constitutionnelle est de ce point de vue très révélateur.

Quant à la société palestinienne, exception elle fut et exception elle semble demeurer. Longtemps l'épicentre de la contestation des régimes en place (Liban, Syrie et Jordanie) dans les années soixante et septante et théâtre d'un soulèvement populaire et non militaire contre l'occupation israélienne entre 1988

et 1992, elle semble aujourd'hui tétanisée par l'échec du soulèvement armé des années 2000-2005 et la guerre civile qui a éclaté entre le Hamas et le Fatah en juin 2007, débouchant sur la scission violente de l'Autorité palestinienne (AP) en deux entités distinctes. Si l'on excepte les jeunes radicalisés et « déliés » engagés dans les cellules militaires clandestines al-Aqsa (affiliées au Fatah) ou al-Qassâm (affiliées au Hamas), les jeunes Palestiniens ne croient plus trop aux grands récits politiques. Certes, une partie de cette jeunesse « postpolitique » est aujourd'hui engagée dans un combat non violent (et circonscrit à quelques villages comme Bi'lîn, Ni'lîn et Habla) contre le mur de séparation érigé par Israël en Cisjordanie. Mais, tandis que le Hamas empêche toute manifestation civile spontanée à Gaza, les dirigeants de l'AP ont jusqu'à présent freiné l'extension de ces manifestations hebdomadaires à une échelle nationale, craignant non seulement l'émergence de nouveaux concurrents politiques, mais également le risque d'un basculement dans une violence qui ne pourrait que nuire aux Palestiniens, comme ce fut le cas durant la seconde Intifada. Combien de temps la nouvelle génération palestinienne occupée sera-t-elle condamnée à assister passivement aux « intifadas » arabes et au statu quo intenable entre occupant israélien et bureaucratie palestinienne ?

Alors que le rapport à la question palestinienne et à Israël semble avoir peu influencé les soulèvements en cours ou achevés — mais qui fut longtemps un prétexte favorisant le statu quo et l'immobilisme —, la crainte d'une guerre civile dans des pays moins homogènes sur le plan communautaire, confessionnel et ethnique que la Tunisie et l'Égypte, et notamment en Syrie, semble être de nature à empêcher la répétition dans ce pays d'un scénario rapide à la tunisienne ou à l'égyptienne. Pierre Coopman rappelle ainsi très utilement dans ce dossier que le Liban était déjà à l'avant-garde de ce soulèvement de la rue arabe et qu'il fut le premier pays arabe à connaître ce genre de mobilisation, mais que les espoirs qu'il avait alors engendrés furent profondément déçus. Sur fond d'enquête de plus en plus embarrassante sur l'assassinat de Rafiq Hariri, de montée en puissance du Hezbollah et de rapport conflictuel à Israël, le Liban a ainsi vu une mobilisation, qui avait pourtant abouti à chasser l'armée syrienne du pays, déboucher sur une impasse décourageante. S'il est certes difficile d'imaginer que les manifestations pro-Assad qui ont eu lieu fin mars à Alep à... cinq heures du matin étaient spontanées, il n'est pas pour autant certain que les grandes manifestations pro-Assad du début du mois d'avril soient seulement le résultat d'une manipulation coercitive. Dans ce contexte complexe des rapports entre sunnites majoritaires et alaouites minoritaires, mais détenant un pouvoir de fait, de citoyens chrétiens attentistes et de Kurdes syriens en plein processus de reconstruction identitaire (phénomène encore très peu connu et par conséquent peu médiatisé), il est permis de penser que le régime syrien dispose d'une réelle base socioconfessionnelle et que dans ces conditions le changement ou la réforme du régime ne se concrétisera pas du tout de la même façon qu'en Tunisie.

Quoi qu'il en soit, *La Revue nouvelle* assume sa satisfaction devant ce qui, malgré toutes les déceptions à priori possibles, est bel et bien, comme l'explique dans ce dossier le Tunisien Mejed Hamzaoui, un événement extraordinaire qui met

fin à l'idée selon laquelle les Arabes seraient condamnés à rester en dehors du monde et de la mondialisation et à courber l'échine devant des tyrans dont la capacité à opprimer serait éternelle. *La Revue nouvelle* assume ainsi sa position favorable à l'intervention armée en Libye contre le régime de Mouammar Kadhafi. Hélène Passtoors exprime bien dans ce dossier toute la difficulté qu'il y a à soutenir une telle intervention, mais que l'imminence de massacres d'opposants et de civils annoncés très clairement par le clan Kadhafi, et faisant suite à d'autres massacres bien réels perpétrés dans d'autres villes du pays, ne laissait que peu de latitude face aux choix nécessaires en pareille situation. Cette position est d'autant plus justifiée, selon *La Revue nouvelle*, que cette intervention était en plus réclamée avec insistance par les principaux intéressés. Cette position correspond d'ailleurs à notre soutien aux mouvements sociopolitiques réclamant légitimement la fin du totalitarisme, en l'occurrence dans le monde arabe. Se cantonner dans une position attentiste aurait été complètement contradictoire avec l'affirmation de cette solidarité vis-à-vis des peuples arabes dans la mesure où laisser faire Kadhafi aurait été un formidable encouragement pour les dictateurs de la région à massacrer leurs opposants en toute impunité.

Sans verser dans un optimisme béat quant à la façon dont vont évoluer ces changements à l'œuvre dans le monde arabe, il convient également de constater que l'on assiste à une sorte d'inversion du flux éthique en termes de mobilisation pour l'obtention de libertés et de davantage de démocratie. Dans ce contexte, l'Europe en crise de valeurs a sans doute beaucoup à recevoir des chamboulements en cours dans le monde arabe. En effet, aujourd'hui, alors que le sud de la Méditerranée nous montre des populations qui essaient de briser le carcan de leurs sociétés fermées, il est difficile de ne pas comparer cet enthousiasme démocratique, certes à l'avenir incertain, avec le marasme philosophique et politique qui caractérise de plus en plus l'Europe occidentale, tant au niveau de ses élites politiques qu'intellectuelles. Ainsi, des jeunes de plus en plus dopés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication s'éveillent tandis qu'une Europe vieillissante se replie sur elle-même, incapable de dépasser ses peurs. Comment en effet ne pas constater l'opposition entre une aspiration à la liberté, qui sera à n'en pas douter un long chemin semé d'embûches, aux politiques cyniques frisant le racisme et l'islamophobie qui fleurissent ça et là en France, en Suisse, aux Pays-Bas, en Suède ou en Italie ?

Le recul nécessaire qu'apporte l'analyse de ces événements à travers un prisme littéraire (lire à ce propos la contribution de Xavier Luffin) nous montre bien qu'il s'agit là d'une évolution aux racines plus anciennes qu'il n'y paraît. Dans un tel contexte, ce dossier est une ébauche apportant certaines clefs de compréhension des événements secouant le monde arabe mais qui reste forcément incomplète dès lors que la vague de protestation est encore en cours et qu'elle est loin d'avoir cessé de faire sentir ses effets. D'autant plus que nul ne sait si, au Moyen-Orient en particulier, ces processus d'émancipation ne seront pas violemment neutralisés par une reprise des hostilités militaires entre Israéliens, Palestiniens, Syriens, Hezbollah et Iran. Affaire à suivre. ■

PIERRE VANRIE, PIERRE COOPMAN ET PASCAL FENAUX

Le 12 avril 2011